donner une preuve, une noble dame de Gênes mettait à la disposition de Mgr Caron une magnifique villa qu'elle possède à Pegli, et où il y avait largement de quoi loger tous les services du diocèse. Le pape, dans une réponse très étudiée, dite d'une voix grave, où perçait une émotion réelle, a accueilli les propositions des Génois sans leur accorder la présence de l'archevêque. Il a estimé que ce n'était point le moment d'aigrir un conflit qui pouvait s'envenimer d'une façon redoutable, et s'en est remis à la Providence pour dissiper la bourrasque. Il attendra.

* * *

— Un peu d'histoire n'est pas inutile pour expliquer l'attitude prise par le Souverain-Pontife. La loi des garanties maintenait le *placet* à l'*exequatur* pour le temporel des évêchés et peut-être aussi, car il y a eu à l'origine de longues discussions, pour la nomination elle-même. Le pape Pie IX permit que les évêques du nord de l'Italie, qui étaient les sujets légitimes du nouveau roi d'Italie, présentassent leurs bulles au gouvernement pour en obtenir l'*exequatur*, permission qui fut refusée aux évêques de l'Italie du centre et du sud. Le pape donnait à ces derniers une allocation annuelle de 6,000 francs. Le gouvernement étant alors aux mains de la droite fut large dans l'application de l'*exequatur* et, surtout dans le sud de l'Italie, permit aux évêques sans *exequatur* de s'installer dans les palais épiscopaux et de jouir des revenus territoriaux des évêchés. Des raisons politiques conseillaient cette attitude. D'après la théorie de Bonghi, l'*exequatur* était donné non pas pour l'office, la nomination, mais pour le bénéfice, c'est-à-dire le temporel. En 1876 le gouvernement passa aux mains de la gauche, et la politique ecclésiastique prit une nouvelle orientation. D'après le gouvernement, dès lors, l'*exe-*